



Tribune

Lettre au Collectif national pour des candidatures anti-libérales sur nos rapports aux médias

- L'ir



Les médias et les mobilisations sociales - Que faire face aux médias ? -
Date de mise en ligne : lundi 25 septembre 2006

Description :

« Refuser très clairement de nous inscrire dans un jeu médiatique pervers qui substitue le spectacle au débat public contradictoire [...] »

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Acrimed - qu'on se le dise ! - ne soutient aucun-e candidat-e à l'élection présidentielle de 2007 (et ne participe à aucun titre à sa désignation). Toutefois, parce que la lettre ouverte qu'on lira ci-dessous (rédigée après la rencontre le 10 septembre 2006 des "Collectifs pour une candidature anti-libérale unitaire") soulève la question du rapport aux médias, nous la publions ici en « tribune libre » (Acrimed)

La rencontre nationale des Collectifs pour une candidature anti-libérale unitaire qui vient de se dérouler constitue un événement sans précédent à gauche. La diversité des participants est apparue bien plus comme un atout du rassemblement que comme un obstacle à l'unité. Il a donné à voir une volonté et un projet commun : battre par tous les moyens la droite et permettre la victoire d'une véritable alternative pour notre peuple.

Nombreux sont celles et ceux qui, à cette occasion, ont exprimé une volonté partagée de combattre le bipartisme, la présidentialisation et la personnalisation du débat politique, ainsi que la dérive *people* dont celui-ci témoigne. L'irruption citoyenne est bien au coeur de l'alternative que nous voulons construire, à la fois dans le projet qui nous rassemble mais aussi dans la campagne dont nous venons de donner le coup d'envoi. Le projet adopté témoigne clairement de cet engagement de donner toute leur place aux citoyens dès maintenant et dans une nouvelle République.

D'autres participants ont rappelé à juste raison que cette révolution démocratique ne saurait exister sans un profond bouleversement des médias et ont appelé à ce que notre projet et notre campagne puissent mieux témoigner de ce souci démocratique. Une véritable transformation de notre société nécessite une transformation de l'information, du divertissement et de la place des arts et de la culture dans les médias. Cela passe par le refus de la concentration et la financiarisation actuelle, la refondation d'un véritable service public dégagé des contraintes de l'audimat et géré paritairement entre les représentants de la nation et les syndicats des professionnels, la garantie constitutionnelle des droits des citoyens en la matière et l'inscription dans la loi des moyens financiers garantissant le fonctionnement du "pôle public" des médias et des médias associatifs ou à but non-lucratif, aujourd'hui privés des moyens suffisants.

Ces propositions doivent être rappelées régulièrement dans notre campagne, y compris quand nous serons invités à parler dans les médias. Ce rappel doit aller de pair avec une attitude qui ne soit pas en contradiction avec les changements que nous souhaitons, dans l'information en particulier. Il doit être absolument clair que notre campagne, nos porte-parole et, le temps venu, nos candidats devront impérativement témoigner de ce souci de faire de la politique autrement.

Cela suppose de refuser très clairement de nous inscrire dans un jeu médiatique pervers qui substitue le spectacle au débat public contradictoire sur les questions de sociétés qui concernent nos concitoyens.

Nous devrions affirmer, collectivement comme individuellement, notre volonté :

- ▶ de refuser le cadre formaté qui nous est proposé en ne s'adonnant pas, par exemple, au jeu des petites phrases politiciennes ou au *top 10* des plus médiatisés ;
- ▶ d'exclure toute participation à des émissions *bouffonnes* qui, par essence, produisent une parodie de débat, discréditent la politique et bafouent l'intelligence des citoyens ;

Lettre au Collectif national pour des candidatures anti-libérales sur nos rapports aux médias

- ▶ de favoriser la diversité de nos représentants plutôt qu'accepter l'hospitalité souvent vénéneuse que les médias accordent exclusivement à ceux qu'ils considèrent comme de *bons clients* ;
- ▶ de rejeter la dictature des sondages et des baromètres de notoriété qui appauvrissent la richesse du débat ;
- ▶ d'arrêter de considérer que pour créer un événement démocratique, nous devrions d'abord créer un événement médiatique.

Notre campagne ne sera pas celle de l'image et du marketing. Nous refusons l'instrumentalisation des médias et l'aumône d'une exposition médiatique qui contredirait le sens que nous voulons donner à notre alternative.

En 2005, de très nombreux journalistes et les citoyens eux mêmes ont su contrecarrer l'incroyable campagne de désinformation sur le traité de constitution européenne en menant le débat au plus près des gens, en développant leurs propres outils d'information et d'échange et en donnant une priorité absolue aux arguments sur le vedettariat politique.

C'est dans le même état d'esprit que nous devons aborder la campagne qui s'ouvre et c'est à cette condition que nous pourrions changer vraiment la donne.

Le mercredi 13 septembre 2006

- Patricia Chalumeau, membre du collectif unitaire de Malakoff - Syndicaliste CGT.
- Claude Michel, membre du Collectif d'initiative nationale pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes.
- Frank Mouly, délégué (77) à la rencontre nationale du 10 septembre 2006 - Collectif médias du PCF.
- Francis Parny, membre du collectif unitaire sud-est Val d'Oise et Membre du comité exécutif du PCF chargé de la culture et des médias.
- Jacques Soncin, délégué (13) à la rencontre nationale du 10 septembre 2006 - Médias du Tiers secteur.